

L'Afrique va-elle mourir ou vivre mieux en 2025 ?

"L'avenir ne peut pas être prédit ni défini", clame Aliou Sall. Pour Jacques Giri, "Les résultats d'une réflexion prospective ne sont pas une vérité révélée". C'est sur ces deux idées force de ces deux chevaliers de la prospective que s'est ouvert l'atelier de présentation en la matière, conjointement organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'ambassade de France en Mauritanie, les 26 et 27 janvier dernier à l'hôtel Novotel. Atelier durant lequel les prospectivistes ont levé le voile sur les quatre scénarios construits pour l'Afrique Subsaharienne à l'horizon 2025, après diagnostic de la situation actuelle.

La cérémonie d'ouverture officielle de cet atelier a été marquée par le discours du ministre du développement et des affaires économiques, M. Sidi Ouid Didi, suivi par l'allocation de la représentante résidente du Pnud, Mme Cécile Molinier, en présence du commissaire aux Droits de l'Homme, de l'ambassadeur de France, M. Patrick Niccolosso et de nombreux partenaires au développement. Ouvrant le bal à la réflexion prospective, le professeur Aliou Sall, Directeur de l'Institut des Futurs Africains, a d'abord replacé cette réflexion dans son contexte historique. Ainsi il dira que le Président américain, Franklin Roosevelt, est un des pères de la prospective, née dans les années 30 aux Etats-Unis. Celui-ci avait en effet recommandé la mise sur pied d'une commission présidentielle pour la recherche sur les nouvelles technologies. Plus tard les mêmes ambitions ont gagné l'armée américaine. Du contexte américain donc, le professeur indique que la réflexion était plutôt motivée par un souci d'action, de maintien d'hégémonie et de positionnement par rapport à d'autres puissances émergentes. Tandis qu'en France, la prospective était plus humaine et sociétale. L'illustrateur français, Gaston Berger en fut le pionnier. Humaine et sociétale surtout parce que la réflexion procédait de la reconstruction d'une Europe dévastée au sortir de la seconde guerre mondiale. Pourtant, ajoute le professeur, un pont s'est vite établi entre ces deux courants mi-opérationnels mi-philosophiques améri-

cains et européens d'une manière générale. Mais pourquoi la prospective est-elle toujours d'actualité ? Si l'on interroge-t-il. Réponse d'apparence simple : l'avenir ne peut pas être défini, prédit. Il est donc loin d'être déterminé. Voilà qui semble balayer du revers de la main la boule de cristal, utilisée par les sociétés occidentales, et les cauris par les Africains pour se projeter dans le futur.

L'imprévisibilité intrinsèque des événements se trouve, dit Aliou Sall, renforcée par la complexité liée aux mutations sociales, économiques et politiques. Elle est aussi liée aux progrès technologiques, devenant une variable essentielle dans la prospective, et à l'interdépendance accrue des sociétés. Cependant, l'avenir, précise-t-il, est du ressort de la liberté qui confère au sujet connaissant une capacité additionnelle d'ouvrir cette "boîte de pandore". Par ailleurs, s'il est tant vrai que l'homme est libre d'aider vers son avenir, il n'en demeure pas moins que cette liberté dont le sujet connaissant jouit, est une source permanente d'inquiétude. La prospective procède en fait de la volonté qui implique nécessairement une action. Elle est basée sur une idée selon laquelle l'ontologie n'arrive pas par lui-même. On le bouscule en y portant le poids du présent et celui du passé. A ce niveau, le professeur a précisé d'ailleurs que toute bonne prospective commence par une rétrospective qui consiste à formuler un certain nombre de questions. Par exemple : d'où venons-nous ? Où en sommes-nous ? Où voulons-nous aller ?

Toutefois, M. Sall insiste sur le fait que le présent n'informe pas du futur qui n'est déterminé que par la décision et les projets qu'on peut prendre ou ne pas prendre. Faire des hypothèses sur les facteurs exogènes qu'on ne maîtrise pas tout à fait, constitue hélas ! la démarche voire même l'attitude des prospectivistes. Il la considère comme une démarche d'humilité et d'audace qui permet d'explorer un champ de futurs possibles afin d'en bâtir le plus souhaitable. Parlant d'Afrique, le Directeur des Futurs Africains a dit que la prospective ne date pas d'aujourd'hui. Car en 1979, le colloque de Monrovia s'était essentiellement penché sur la problématique du futur africain. Depuis lors, la réflexion prospective a trouvé son encrage dans plusieurs pays du continent. Ce qui dénote qu'elle n'est pas seulement la chasse gardée des pays forte-

ment industrialisés. Revenant à ses explications, le prospectiviste a dit qu'il y a trois attitudes possibles face à l'avenir. D'abord ce qu'il appelle l'attitude passive qui consiste à ne rien faire, à subir les événements plutôt que d'agir. Ensuite l'attitude du pompier, consistant à attendre que le feu se déclare pour intervenir et enfin l'attitude préactive et proactive qui exhorte (le premier) à actionner sur le levier du développement. En Matière de prospective, il n'existe que deux types de scénarios exploratoires et normatifs, conclut-il sa première intervention.

Les méthodes prospectives

Pour sa part, Jacques Giri, initiateur à la prospective et grand connaisseur du Sahel, a dit qu'il y a plusieurs méthodes prospectives. Il a parlé ensuite d'un système, étant une multitude de relations d'éléments liées les uns aux autres. Puis M. Giri a martelé que les résultats d'une prospective ne sont pas une vérité révélée. Il y a toujours, explique-t-il, une part de subjectivité du groupe ayant mené une réflexion prospective. Et de poursuivre que toute prospective doit obligatoirement être pluridisciplinaire et composée de différentes étapes d'importance inégale en terme de volume de travail et de temps requis. La première phase est relative à la constitution de la base de données. Il s'agit là d'un exercice d'exploration du présent et du passé lointain d'une société où on bute souvent à des invariants et à des tendances lourdes qui se modifient, somme toute, lentement à travers le temps. Il y a aussi les germes du changement qui sont à l'œuvre dans toute société. C'est seulement à partir de ce moment qu'il faut faire un tri systématique en caractérisant le système par des variables internes et externes. Le tri sera ensuite analysé de manière structurelle. Intervendra alors la phase de formulation des hypothèses sur l'environnement extérieur. Existe aussi une autre phase relative à la manière dont nous envisageons l'avenir qui dépend de surcroît de l'interaction de la vision des différents acteurs du développement. Ce qui débouche sur celle des scénarios. Le scénario, terme emprunté au monde du cinéma et d'origine italienne, est une image de départ puis un cheminement. Au sens des prospectivistes, c'est cette image du futur d'une communauté et un chemin

pour passer de l'état actuel des choses à un avenir. Le connaisseur du Sahel dira qu'en Afrique 2025, il y a cependant deux scénarios dits inacceptables. Ceci étant, si les décideurs politiques et économiques n'introduisent pas des effets d'infléchissement aux tendances lourdes, il est quasiment certain que l'Afrique va mourir. Pas tout de suite, certes ! Mais M. Giri a également dit que de tels scénarios-catastrophes ont un côté positif. C'est qu'ils motivent davantage les décideurs à introduire des stratégies de changement.

L'Afrique du Sud a été sauve mais la Côte d'Ivoire n'a pas voulu !

Etant son exposé, il a cité le cas de l'Afrique du Sud, où une réflexion prospective a permis d'éviter le pire. Un grand point d'interrogation barrait l'avenir de ce pays après la libération de Nelson Mandela, à l'en croire. En Côte d'Ivoire également, un scénario avait alerté les dirigeants du pays à l'époque qui l'ont malheureusement considéré comme un scénario impressionniste et illusionniste. S'ils avaient pris les mesures nécessaires, déclare-t-il, leur pays ne serait peut-être pas embourbé aujourd'hui dans la crise multidimensionnelle. Le professeur Giri a enchaîné pour dire que Singapour, ayant l'un des plus grands ports du monde, est actuellement du niveau de la plupart des pays industrialisés d'Europe. Cet immense effort de développement a été réalisé sur une période de 30 ans. Pourtant, on donnait pour mort ce pays après son exécution à l'indépendance. Le mérite de ses décideurs c'est qu'ils ont pu introduire un outil prospectif à l'échelle de 40 ans, définissant les stratégies de développement. Cet outil a été réactualisé tous les 5 ans pour tenir compte des mutations qui interviennent dans le monde. C'est ainsi que non seulement les stratégies ont pu être réorientées mais les décideurs ont été à même d'identifier des créneaux de croissance, avec la formulation des politiques d'investissement dans des infrastructures matérielles, comme le port. Revenant au continent africain, M. Giri a noté que la plupart des réflexions prospectives ont été menées par les non-africains. Par exemple au Sénégal et en Côte d'Ivoire. La conséquence est qu'il y a eu une appropriation des résultats. Plus tard au pays de

la Terranga, une équipe pluridisciplinaire constituée de ressources humaines nationales, a fait un exercice prospectif sur l'horizon 2015. Mais le paramètre temporel était ici encore réduit au point que l'exercice ne pouvait être mené à bien.

La démographie et la pandémie du sida

Reprenant la parole, le professeur Sall s'est penché sur l'expérience de Futurs Africains : les études nationales africaines à l'horizon 2025. Il a d'abord défini les contours géographiques de l'étude des Futurs Africains, qui n'a concerné que l'Afrique subsaharienne. La raison évoquée, est que les populations de cette arête géographique ont développé des modes de vie spécifiques et qu'il existait déjà des informations importantes pour entamer la réflexion. Puis M. Sall a affirmé que l'Afrique 2025 a été une véritable odyssée intellectuelle. Ce travail, entrepris en 1999, serait utile pour les décideurs africains qui réfléchissent à des plans de développement, en l'occurrence "Oméga" de Wade et celui proposé par Tabu Béli, avant l'adoption du "Népad".

La situation actuelle est caractérisée par le jeu des acteurs de la transformation de l'Afrique et les incertitudes de l'environnement extérieur. C'est pourquoi les scénarios, construits par les Futurs Africains, sont à la convergence de ces deux éléments. Le prospectiviste a ensuite nié l'idée, largement répandue, de l'exception démographique africaine. Sall dira simplement que l'Afrique, meurtrie par la traite négrière, veut rattraper son retard dans la population mondiale où elle représente environ 10%. Mais, le groupe de travail a remarqué qu'elle connaît une urbanisation rapide de l'ordre de 60% au Congo et en Mauritanie. A l'horizon 2025, la population africaine est estimée à 1 milliard 100 millions de personnes, soit l'équivalent de la Chine actuelle. On constate également que les taux de scolarisation ont doublé mais la parité des sexes est restée ce qu'elle était. S'il y a une exception africaine, notable, c'est bien celle à l'égard de la pandémie du sida. Car l'Afrique regorge près de 70% des malades dans le monde. La progression du sida dans certains pays est fulgurante. Cependant, au Sénégal et en Ouganda, on semble maîtriser cette progression.

L'Afrique va-elle mourir ou vivre mieux en 2025 ?

L'économie et l'organisation politique

Sur le plan économique, Sall a indiqué que l'Afrique n'attire pas le flux des investissements directs extérieurs, étant de l'ordre de 1% alors qu'il est de 20% en Asie. Ces investissements, selon M. Sall, sont plus importants que les aides publiques au développement. Pourtant en dépit de la conjoncture économique défavorable, l'Afrique a réussi à faire face aux nombreux défis. Le Directeur des Futurs Africains en veut pour preuve que depuis 1973, elle n'a pas connu une famine sévère et continue à vivre malgré les prévisions alarmistes des macro-économistes. L'agriculture africaine se développe et puis on décèle en même temps l'émergence des économies populaires. Toutefois, précise-t-il, les modes de productions en Afrique obéissent à une logique familiale essentiellement pour deux types de raisons : le souci d'assurer la stabilité d'investissement et la minimisation du risque. Mais sur ce chapitre, le professeur Sall a fait remarquer l'émergence de l'individualisme, encouragée par l'affaiblissement des structures sociales traditionnelles, le ressort de la scolarisation et

de l'urbanisation. Il est clair que l'avenir de l'Afrique, lance-t-il, dépendra des équilibres culturels entre la culture du Mac Donald et celle d'Europe. Sur le plan de l'organisation politique, il a dit que l'Afrique a été séduite pendant longtemps par le modèle soviétique sur lequel est basé le pouvoir. Il s'agit en effet du parti unique pour consolider l'unité nationale et éviter les dérives tribales ou ethniques. Mais avec la fin de la guerre froide, on assiste à la banalisation de ce continent du fait qu'il n'y a plus d'enjeux majeurs. Une telle situation s'est caractérisée par l'assèchement des aides publiques. Voici venue aujourd'hui la démocratie au nom de laquelle plusieurs financements ont été accordés. Il reste à savoir tout de même la relation qu'il peut y avoir, dit-il, entre les institutions financières, les aides publiques privées bilatérales et multilatérales avec les décideurs africains. Mais les craintes du professeur Sall c'est surtout le cycle de violence en Afrique, entretenu par les seigneurs de guerre qui peuvent compromettre tout développement.

Scénarios possibles

En conclusion, les Futurs Africains ont construit quatre types de scénarios pour l'Afrique à l'horizon 2025. Le premier appelé "les lions pris au piège" dénote une stagnation due aux soupapes de sécurité économique et une production encore mal intégrée dans l'économie mondiale. Ce qui veut dire que les pouvoirs politiques ne sont pas aptes à créer un environnement favorable. Deuxième scénario "les lions faméliques", c'est quand les soupapes de sécurité s'effondrent et que le système de distribution économique se trouve bloqué. C'est le premier scénario tendanciel qui glisse sur un scénario pire où les populations ne peuvent plus accepter la situation et bonjour par conséquent l'instabilité sociale. Dans le troisième scénario, "les lions sortent de leur territoire", les prospectivistes prévoient l'apparition d'une nouvelle génération d'hommes politiques, l'évolution des mentalités et du pouvoir et le recul de la logique familiale dans l'investissement. La combinaison de ces hypothèses fait qu'il y'aura un développement sur le modèle des pays émergents et beaucoup d'investissements dans les domaines de santé, d'éducation et d'infrastructures. Enfin le quatrième scénario "les

lions marquent leur territoire", dans lequel les Africains prêts à payer le prix du développement pour aller non seulement à la conquête des marchés mais refuser aussi que leur territoire soit le lieu d'un combat économique effréné entre les grandes puissances. Mais pareil scénario ne se produira que si l'Afrique et le monde changent, qu'il y ait de nouveaux paradigmes couronnés par le triomphe de nouvelles idées.

Expériences nationales pour le développement

Signalons que MM. Guissaly Fall, directeur de l'Amextipe, et Mohamed Ould Abba, conseiller en politiques de développement du ministère des affaires économiques et du développement, ont fait des interventions. Le premier a brossé le tableau de la longue tradition de planification centralisée dans notre pays. Il s'est appuyé sur la libéralisation progressive de l'économie et l'intégration ou la prévision de la dynamique prospective dans les programmes mis en place. M. Guissaly a aussi évoqué la stabilisation à moins terme, initiée par les décideurs économiques nationaux.

Tandis que le second évoquant

les enseignements du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, a dit qu'avant sa mise en œuvre, le commissariat a procédé à la production du profil de pauvreté en Mauritanie. Dans sa formulation, le CSLP intègre une vision à long terme (horizon 2015) de ses activités pour l'ancrage de la croissance dans la sphère des pauvres, le développement des ressources humaines nationales, la généralisation de l'accès aux services de base socio-économiques. Les incidences de l'opérationnalisation de ses programmes ont permis d'importantes incidences sur les populations malgré la difficulté liée à sa problématique. L'objectif d'ici 2025, c'est de réduire le taux de pauvreté à 16,3%. M. Abba a affirmé que la loi d'orientation de juillet 2001 fait de la lutte contre la pauvreté un impératif national. Aujourd'hui, dans l'adoption des programmes de développement national, les décideurs veillent à ce qu'il y ait une meilleure articulation entre les activités et les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) du Pnud, qui ont beaucoup pesé dans l'organisation de cet atelier sur la prospective.